Laurent Nuñez

Pour les articles homonymes, voir Núñez.

Ne doit pas être confondu avec Laurent Nunez.

Laurent Nuñez, de son nom complet **Laurent Nuñez-Belda**, né le 19 février 1964 à Bourges (Cher), est un préfet, haut fonctionnaire et homme politique français.

Nommé préfet de police des Bouches-du-Rhône en 2015 puis directeur général de la Sécurité intérieure en 2017, il intègre le gouvernement Philippe II en 2018 comme secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Après la démission du gouvernement, il devient coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme en juillet 2020 et deux ans plus tard préfet de police de Paris, après avoir été directeur de cabinet de Bernard Boucault à ce poste entre 2012 et 2015.

Le 12 octobre 2025, il est nommé ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Lecornu II.

Biographie

Famille et formation

Laurent Marie Joseph Nuñez-Belda[a, 1] est issu d'une famille de pieds-noirs d'origine espagnole ayant quitté l'Andalousie à la fin du XIXe siècle pour s'installer dans la région d'Oran, en Algérie française[3]. En 1962, deux ans avant sa naissance, ses parents sont rapatriés en France métropolitaine[4], dans la ville de Bourges. Sa mère est institutrice et son père, Jean-Marie, est architecte[5]. Laurent Nuñez grandit entouré de sa sœur jumelle et d'un frère plus jeune que lui[3].

Après un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en gestion des collectivités locales à l'université de Tours, il intègre

Laurent Nuñez



Laurent Nuñez en 2025.

Fonctions

Ministre de l'Intérieur

En fonction depuis le 12 octobre 2025
(1 an, 1 mois et 8 jours)

Président	Emmanuel Macron
Premier ministre	Sébastien Lecornu
Gouvernement	Lecornu II
Prédécesseur	Bruno Retailleau

Préfet de police de Paris

21 juillet 2022 – 12 octobre 2025
(3 ans, 2 mois et 21 jours)

Prédécesseur	Didier Lallement
Successeur	Patrice Faure

le service économique du conseil général du Cher en 1987 puis devient inspecteur des impôts[6].

Il est admis à l'École nationale d'administration par concours interne en 1997 dans la promotion Cyrano-de-Bergerac[7].

Marié, il est père de deux filles[5].

Parcours administratif

Laurent Nuñez intègre en 1999 le ministère de l'Intérieur à la direction générale des Collectivités locales (DGCL) comme administrateur civil[8].

Muté à Vesoul (Haute-Saône) comme sous-préfet, secrétaire général de la préfecture, il découvre les problèmes liés au monde industriel (Peugeot) et rural (élevage et production laitière). En 2005, il revient au ministère de l'Intérieur, comme chef du bureau de la gestion du corps préfectoral[8].

Il est nommé à la direction du cabinet du préfet de Seine-Saint-Denis Claude Baland en 2008[5, b, 6] puis, entre 2010 à 2012, il est sous-préfet de Bayonne, dans le Pays basque, à la suite d'Éric Morvan[9]. Il s'y familiarise à la lutte anti-terrorisme[5].

Préfectures de police de Paris et de Marseille

Il rejoint la préfecture de police de Paris à sa nomination en tant que préfet, directeur de cabinet du préfet de police Bernard Boucault entre 2012 et 2015[10], période durant laquelle ont notamment lieu les manifestations de La Manif pour tous et les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher[5]. Ensuite, de 2015 à 2017, il est préfet de police des Bouches-du-Rhône, où il est confronté à des règlements de comptes liés à la drogue[6]. En 2016, lors des grèves et manifestations anti-loi travail, il tente de faire évacuer les ouvriers qui bloquent le terminal pétrolier de Fos-sur-Mer par des charges de CRS, l'utilisation d'un canon à eau, de gaz lacrymogènes et de flash-ball entraînant plusieurs blessés du côté des grévistes[11].

Directeur général de la Sécurité intérieure

Dans le cadre de la réorganisation du renseignement français voulue par le président de la République Emmanuel Macron,

Coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme

15 juillet 2020 – 20 juillet 2022
(2 ans et 5 jours)

Président	Emmanuel Macron
Prédécesseur	Pierre de Bousquet de Florian
Successeur	Pascal Mailhos

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur

16 octobre 2018 – 6 juillet 2020
(1 an, 8 mois et 20 jours)

Président	Emmanuel Macron
Premier ministre	Édouard Philippe
Ministre	Christophe Castaner
Gouvernement	Philippe II
Prédécesseur	Jacqueline Gourault (ministre)
Successeur	*Fonction supprimée*

Directeur général de la Sécurité intérieure

22 juin 2017 – 16 octobre 2018
(1 an, 3 mois et 24 jours)

Prédécesseur	Patrick Calvar
Successeur	Nicolas Lerner

Préfet de police des Bouches-du-Rhône

31 mars 2015 – 21 juin 2017
(2 ans, 2 mois et 21 jours)

Prédécesseur	Jean-Paul Bonnetain
Successeur	Olivier de Mazières

Directeur de cabinet du préfet de police de Paris

15 octobre 2012 – 30 mars 2015
(2 ans, 5 mois et 15 jours)

Préfet	Bernard Boucault
Prédécesseur	Jean-Louis Fiamenghi
Successeur	Patrice Latron

Biographie

Nom de naissance	Laurent Marie Joseph Nuñez-Belda[a, 1]
Date de naissance	19 février 1964 (62 ans)
Lieu de naissance	Bourges (France)
Nationalité	Française

Laurent Nuñez est nommé le 22 juin 2017 à la tête de la DGSI, en remplacement de Patrick Calvar[12, c]. À ce poste, il se distingue de son prédécesseur en menant une politique d'« ouverture », et assumant une part de communication et de pédagogie[13]. Il déclare vouloir se sevrer du logiciel de Palantir Technologies[14].

Parti politique	LREM/RE (depuis 2019)[2]
Diplômé de	Université de Tours ENA
Profession	Haut fonctionnaire

modifier

Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur

Le 16 octobre 2018, il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur dans le deuxième gouvernement Édouard Philippe[15]. Il est réputé proche de son ministre de tutelle Christophe Castaner[16], formant un tandem où ce dernier assume un rôle plus politique, tandis que Laurent Nuñez intervient davantage comme expert en matière de sécurité[5] ; il travaille étroitement dans ce cadre, apparaissant notamment à ses côtés lors d'auditions au Sénat[17]. Il s'implique particulièrement dans la gestion des manifestations du mouvement des Gilets jaunes[5].

Coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme

Le 15 juillet 2020, il est nommé coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, succédant à Pierre de Bousquet de Florian[18, 19].

Préfet de police de Paris

Remplacement de Didier Lallement

Le 20 juillet 2022, sur proposition du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, il est nommé préfet de police de Paris en remplacement de Didier Lallement, dont l'action avait été controversée et critiquée[10, 20].

Défense de la BRAV-M

En 2023, Laurent Nuñez prend la défense de la brigade BRAV-M, brigade créée en 2019 et mise en cause à de nombreuses reprises pour une utilisation excessive de la violence lors de la crise des gilets jaunes et responsable notamment de sept blessés graves lors du mouvement social contre la réforme des retraites la même année. Il décide également de les soutenir en payant leurs frais d'avocat, contre l'avis de ses services[21, 22].

Protection de manifestations d'extrême droite

En mai 2023, alors préfet de police de Paris, Laurent Nuñez défend sa décision de ne pas interdire la manifestation organisée le 6 mai par le Comité du 9-Mai. Il justifie son choix par le fait que, selon lui, les éditions précédentes n'avaient pas entraîné de troubles à l'ordre public[23]. Lors du rassemblement du Comité du 9-Mai en 2022, un témoin cité par *StreetPress* rapporte qu'un participant a effectué un salut nazi dans la cour où se tenait la cérémonie[24]. Dans des articles publiés après le défilé de 2023, *Le Monde* et *Mediapart* qualifient le cortège de « néofasciste ». Dans une enquête publiée en août, *Mediapart* parle d'une « manifestation néonazie » et rapporte une agression raciste en marge de la marche[23, 25, 26].

ctions aux affaires Hedi et Nahel

En juillet 2023, dans la cadre de l'affaire Hedi, il soutient les propos du directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, qui estime « qu'un policier n'a pas sa place en prison » en parlant d'un policier soupçonné d'avoir roué de coups un jeune homme en marge des émeutes après la mort de Nahel Merzouk[27]. En février 2024, Laurent Nuñez émet un avis « particulièrement favorable » pour que le policier qui a tué Nahel Merzouk soit muté dans le commissariat de son choix[28].

Ces prises de positions lui valent une opinion favorable au sein de l'institution policière[21]. Selon *Le Monde*, « le préfet de police de Paris avait l'ambition de faire oublier la raideur de son prédécesseur, Didier Lallement. Mais face aux violences qui ont éclaté lors de la mobilisation contre la réforme des retraites depuis l'utilisation du 49.3, le haut fonctionnaire applique les mêmes méthodes musclées. Sans états d'âme[5]. »

Ministre de l'Intérieur

Laurent Nuñez est nommé ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Lecornu II, le 12 octobre 2025[29].

Virage politique et premières violences policières

Plutôt de centre-droit, Laurent Nuñez s'attache après sa nomination à « arrondir le discours sur l'immigration ». Son insistance, notamment, à défendre la nécessité d'accorder des titres de séjour pour les « métiers en tension » est perçue par certains hauts fonctionnaires comme un assouplissement de la position du gouvernement sur les questions d'immigration[30].

En novembre 2025, suite aux révélations par des vidéos policières lors de la manifestation du 25 mars 2023 à Sainte-Soline montrant des tirs tendus de grenades, une pratique illégale mais encouragée par la hiérarchie policière sur les vidéos et le comportement et le langage des gendarmes, Laurent Nuñez refuse de parler de « violence policière » mais condamne et demande une enquête administrative[31,32].

Plainte contre Pierre-Emmanuel Barré

Le 14 novembre 2025, il dépose une plainte qu'il rend publique contre Pierre-Emmanuel Barré qui avait déclaré quelques jours plus tôt dans l'émission *La Dernière* sur Radio Nova que « la police et la gendarmerie, c'est Daech avec la sécurité de l'emploi », faisant référence aux violences de Sainte-Soline dont les vidéos venaient d'être rendues publiques, ainsi qu'à deux policiers qui venaient d'être mis en examen pour viol[33,34] ; il ajoute qu'« il y a de fortes suspicions que Laurent Nuñez soit une grosse cuve à pisse »[35]. Cette plainte aurait été motivée par le syndicat policier UN1TÉ qui avait demandé « des suites judiciaires » à la suite des propos de l'humoriste[36]. Le 28 septembre 2026, la plainte est classée sans suite par le parquet[37,38].



Marche des fiertés du 3 octobre 2026 à Paris : pancarte avec le slogan « sous les paillettes la peur des fascistes du RN, des cuves à pisse », référence à la chronique qui a

valu à P.-E. Barré une plainte de Laurent Nuñez.

nophobie

En mars 2026, ses déclarations à la Grande mosquée de Paris où il s'oppose à une interdiction du voile chez les mineures font polémique sur la droite de l'échiquier politique. Par la suite, il affirme être « intraitable sur le séparatisme, l'entrisme islamiste »[39,40]. Début avril, le tribunal administratif de Paris annule en référé, la décision du préfet de Paris, prise à la demande de Laurent Nuñez, d'interdire la tenue de la Rencontre annuelle des musulmans de France qu'il motivait par « un risque terroriste d'ultradroite et de trouble à l'ordre public »[41].

Limogeages

En avril 2026, il lance un vaste mouvement préfectoral à la faveur duquel il envoie dans le Loiret le secrétaire général du ministère Hugues Moutouh, décrit trop proche d'Éric Ciotti ainsi que du précédent ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, qui l'avait nommé un an auparavant. Hugues Moutouh est remplacé par Étienne Stoskopf, jusqu'alors préfet du Val-de-Marne[30].

Fake news et violation du secret sur Rima Hassan

En septembre 2026, l'émission *Complément d'enquête* rapporte, sur la foi de témoignages de journalistes, que Laurent Nuñez aurait, lors d'échanges informels avec la presse le 2 avril 2026, contribué à diffuser l'information selon laquelle de la drogue de synthèse avait été retrouvée dans les affaires de l'eurodéputée LFI Rima Hassan, alors en garde à vue pour apologie du terrorisme, une information ensuite démentie par les analyses. Le ministre dément avoir organisé une fuite[42], tandis que Rima Hassan dépose plainte contre lui devant la Cour de justice de la République le 18 septembre 2026 pour violation du secret de l'enquête[43].

Gestion du mouvement du 17 octobre 2026

Suite aux importants dommages causés par des casseurs en marge des manifestations du 17 octobre 2026, il remet sa démission qui est refusée par le président de la République[44]. Il aurait néanmoins pu quitter ses fonctions, n'ayant pas besoin de son aval[45,46].

Décorations

- Commandeur de la Légion d'honneur (promu le 29 janvier 2025[a], fait commandeur le 16 septembre 2025[47], officier en 2020, chevalier en 2011)
- Officier de l'ordre national du Mérite en 2015[d] (nommé chevalier en 2006[e], fait chevalier le 31 mars 2007)
- Chevalier de l'ordre des Palmes académiques en 2018[48]
- Médaille de la sécurité intérieure, or en 2017[49]
- Médaille de la sécurité intérieure, or, agrafe « Police nationale » en 2024[f]
- Médaille d'honneur de la Police nationale, or en 2024[g]
- Médaille d'honneur de l'administration pénitentiaire, échelon argent (2017)[50]
- Chevalier grand-croix de l'ordre du Mérite civil (Espagne, 23 septembre 2026)[51]
- Grand-croix de l'ordre du Mérite de la *Guardia Civil* (es) (Espagne, 2019)[52]

Croix d'officier de l'ordre de l'Aigle aztèque (Mexique, 2020)[53]

Ordre olympique échelon argent (Comité international olympique, 30 août 2024)[54]

Notes et références

1. ↑ a et b « Laurent Nuñez-Belda [archive] », *Who's Who in France* (consulté le 15 décembre 2018).
2. ↑ AFP, « Laurent Nuñez bientôt encarté à RE [archive] », *Le Figaro*, 2 septembre 2019 (consulté le 3 septembre 2019).
3. ↑ a et b Laurent Valdiguié, « Laurent Nunez, patron de la DGSI et nouvel homme fort du renseignement [archive] », *Le Journal du dimanche*, 11 juillet 2017 (consulté le 21 octobre 2025).
4. ↑ Éric Hacquemand, « Laurent Nuñez… vu de l'Intérieur [archive] », *Paris Match*, 19 décembre 2018 (consulté le 21 octobre 2025).
5. ↑ a b c d e f g et h Yves Bordenave, « Laurent Nuñez, un préfet de police au garde-à-vous [archive] », *M, le magazine du Monde*, 6 avril 2023 (consulté le 6 avril 2023).
6. ↑ a b et c Jean Chichizola et Christophe Cornevin, « Laurent Nuñez, de la DGSI à la place Beauvau [archive] », *Le Figaro*, 16 octobre 2018 (consulté le 17 octobre 2018).
7. ↑ « Laurent Nunez nommé préfet de police des Bouches-du-Rhône »(Archive.org • Wikiwix • Que faire ?), *Le Parisien*, 4 mars 2015.
8. ↑ a et b Dominique Bayle-Siot, « Laurent Nuñez, nouveau sous-préfet de l'arrondissement de Bayonne [archive] », *Sud Ouest*, 18 mai 2010 (consulté le 20 juillet 2022).
9. ↑ « Laurent Nunez, ancien sous-préfet de Bayonne devrait prendre la tête de la DGSI [archive] », *La République des Pyrénées*, 7 juin 2017 (consulté le 20 juillet 2022).
10. ↑ a et b AFP, « Laurent Nuñez succédera à Didier Lallement à la tête de la préfecture de police de Paris [archive] », *La Croix*, 20 juillet 2022 (consulté le 20 juillet 2022).
11. ↑ P. P., « Déblocage de la raffinerie de Fos-sur-Mer : “On s'est fait tirer dessus au flash-ball” [archive] », BFM TV, 24 mai 2016 (consulté le 5 mai 2021).
12. ↑ « Le préfet Laurent Nuñez devrait être nommé directeur général de la sécurité intérieure [archive] », sur *destimed.fr*, 7 juin 2017 (consulté le 16 octobre 2018).
13. ↑ Jean-Michel Décugis, Éric Pelletier et Jérémie Pham-Lê, « Laurent Nuñez : l'expert de Castaner [archive] », *Le Parisien*, 18 octobre 2018 (consulté le 21 octobre 2025).
14. ↑ « États-Unis/France • DGSI et Palantir, remaniement à la NSA, base américaine en Micronésie, guerre police-gendarmerie [archive] », sur *Intelligence Online*, 13 avril 2026 (consulté le 20 octobre 2026).
15. ↑ Nicolas Chapuis, « Laurent Nuñez nommé bras droit de Christophe Castaner au ministère de l'intérieur [archive] », *Le Monde*, 16 octobre 2018 (consulté le 16 octobre 2018).
16. ↑ Jean-Michel Décugis, Ava Djamshidi et Éric Pelletier, « Christophe Castaner et Laurent Nuñez, premiers flics de France [archive] », *Le Parisien*, 23 décembre 2018 (consulté le 4 janvier 2020).
17. ↑ Pascal Ceaux, « Laurent Nuñez, l'autre ministre de l'Intérieur [archive] », *Le Journal du dimanche*, 14 octobre 2019 (consulté le 4 janvier 2020).
18. ↑ AFP, « Laurent Nuñez, ex-secrétaire d'État à l'intérieur, va diriger la task force antiterroriste de l'Élysée [archive] », *Le Monde*, 15 juillet 2020 (consulté le 12 août 2020).
19. ↑ Michaël Darmon, « Les coulisses de la nomination de Laurent Nunez à la tête de la “task force” antiterroriste de l'Élysée [archive] », *Le fait politique*, Europe 1, 17 juillet 2020 (consulté le 12 août 2020).
20. ↑ Yves Bordenave, « Laurent Nunez succède officiellement à Didier Lallement à la tête de la Préfecture de police à Paris [archive] », *Le Monde*, 19 juillet 2022 (consulté le 20 juillet 2022).
21. ↑ a et b Aurélien Devernoix, « Gouvernement Lecornu II : Laurent Nuñez, un discret au ministère de l'Intérieur [archive] », sur *rfi.fr*, Radio France internationale, 13 octobre 2025.

22. ↑ Fabien Leboucq, « Violences policières : quand Laurent Nuñez aide financièrement des agents de la Brav-M poursuivis [archive] » 🔒, *Libération*, 28 juin 2024.
23. ↑ a et b Corentin Lesueur, « Gérald Darmanin s'en remet aux tribunaux pour l'interdiction des manifestations de l'ultradroite [archive] » 🔒, *Le Monde*, 10 mai 2023.
24. ↑ Pierre Plottu et Maxime Macé, « Salut nazi, prière de rue et agression, les fafs manifestent dans Paris [archive] », *StreetPress*, 10 mai 2022.
25. ↑ Christophe Gueugneau et Marine Turchi, « Manifestation néofasciste autorisée : le préfet de police Nuñez est lâché par Darmanin [archive] » 🔒, sur *Mediapart*, 9 mai 2023.
26. ↑ Sarah Benichou, « Agressions et “ratonnades” en toute impunité : comment la jeunesse d'extrême droite s'organise [archive] » 🔒, *Mediapart*, 6 août 2023.
27. ↑ « “Un policier n'a pas sa place en prison” : les propos du patron de la police jugés "gravissimes" à gauche [archive] », France Inter, 24 juillet 2023 (consulté le 29 juillet 2023).
28. ↑ Fabien Leboucq et Ismaël Halissat, « L'avis “particulièrement favorable” du préfet de police de Paris pour que le policier qui a tué Nahel Merzouk soit muté dans le commissariat de son choix [archive] » 🔒, *Libération*, 4 juillet 2025 (consulté le 4 juillet 2025).
29. ↑ « EN DIRECT - Gouvernement Lecornu II : Dati confirmée, Farandou au Travail, Nuñez à l'Intérieur… [archive] », RTL, 12 octobre 2025 (consulté le 12 octobre 2025).
30. ↑ a et b Renan Tésorière, « Vaste mouvement préfectoral : quand Nunez tourne la page Retailleau et Darmanin à l'Intérieur [archive] », *Le Parisien*, 22 avril 2026 (consulté le 23 avril 2026).
31. ↑ Benjamin Duhamel, « Laurent Nuñez : “Évidemment que je ne suis pas du tout content des propos et des gestes” de gendarmes à Sainte-Soline [archive] », *L'invité de 7 h 50*, France Inter, 6 novembre 2025.
32. ↑ AFP, « Sainte-Soline : Laurent Nuñez demande une enquête administrative sur l'action des gendarmes [archive] », *La Croix*, 5 novembre 2025.
33. ↑ AFP, « Nuñez dépose plainte contre un humoriste qui a comparé la police à Daesh [archive] », *20 Minutes*, 15 novembre 2025 (consulté le 24 novembre 2025).
34. ↑ AFP, « Laurent Nuñez porte plainte contre Pierre-Emmanuel Barré, humoriste de Radio Nova qui a comparé les forces de l'ordre à Daech [archive] », sur *Franceinfo.fr*, 15 novembre 2025 (consulté le 24 novembre 2025).
35. ↑ Loïse Delacotte, « Sur Nova, Guillaume Meurice et les humoristes répondent à Laurent Nunez : “Une preuve de travail bien fait” [archive] », sur *Le HuffPost*, 17 novembre 2025.
36. ↑ Jules Blaster, « Cher Laurent Nuñez - Boxing Day #57 [archive] », sur *blast-info.fr*, 18 novembre 2025 (consulté le 24 novembre 2025).
37. ↑ Benjamin Meffre, « “Grosse cuve à pisse” : la plainte initiée par Laurent Nuñez contre Pierre-Emmanuel Barré classée sans suite [archive] », *Le Parisien*, 28 septembre 2026 (consulté le 28 septembre 2026).
38. ↑ AFP, « La plainte de Laurent Nuñez contre Pierre-Emmanuel Barré classée sans suite [archive] », *Télérama*, 29 septembre 2026 (consulté le 17 octobre 2026).
39. ↑ « “Je suis intraitable sur le séparatisme” : Nuñez répond à la polémique après ses déclarations sur l'interdiction du voile chez les mineures [archive] », *Le Parisien*, 3 avril 2026 (consulté le 8 avril 2026).
40. ↑ Louis Hausalter, « Islam, voile, immigration… La méthode Laurent Nuñez sème le trouble [archive] » 🔒, *Le Figaro*, 7 avril 2026 (consulté le 8 avril 2026).
41. ↑ Christophe Ayad, Sarah Belouezzane et Louise Couvelaire, « Des représentants de l'islam inquiets de la volonté du gouvernement d'interdire le congrès des musulmans de France et de l'annonce d'une nouvelle loi [archive] » 🔒, *Le Monde*, 3 avril 2026 (consulté le 8 avril 2026).
42. ↑ AFP, « Information inexacte sur Rima Hassan : Laurent Nuñez se défend, LFI veut sa démission [archive] », France 24, 17 septembre 2026 (consulté le 25 septembre 2026).
43. ↑ « Rima Hassan porte plainte devant la CJR contre Laurent Nuñez pour “violation du secret de l'enquête” [archive] », Public Sénat, 18 septembre 2026 (consulté le 25 septembre 2026).

44. ↑ Benjamin Duhamel, « “Je suis responsable de tout ce qui se passe” : Laurent Nuñez a remis sa démission au Président, qui l'a refusée [archive] », *L'invité de 7 h 50*, France Inter, 19 octobre 2026.
45. ↑ Fabien Leboucq, « Un ministre est-il obligé de continuer à travailler si le président refuse sa démission ? [archive] », *CheckNews*, *Libération*, 2 octobre 2018.
46. ↑ Jean-Eric Gicquel, « Démissions politiques : ce que dit vraiment le droit constitutionnel [archive] », Club des juristes, 29 octobre 2026.
47. ↑ Marion Bérard, « Laurent Nuñez fait commandeur de la Légion d'honneur par Emmanuel Macron [archive] », *Le Berry républicain*, 17 septembre 2025 (consulté le 15 octobre 2025).
48. ↑ Mael Jouan, « De Sarkozy à Macron, les réseaux de Laurent Nuñez, le préfet qui rêvait d'être élu [archive] » 🔒, sur *La Lettre*, 29 juillet 2022 (consulté le 20 octobre 2022).
49. ↑ « Marseille: cérémonie de départ du préfet de police Laurent Nuñez nommé à la tête de la DGSI [archive] », sur *destimed.fr*, 25 juin 2017 (consulté le 21 octobre 2025).
50. ↑ Médaille pénitentiaire - Laurent Nūnez.
51. ↑ **(es)** « Real Decreto 744/2026, de 23 de septiembre, por el que se concede la Gran Cruz de la Orden del Mérito Civil a las personalidades francesas que se citan [archive] » **[PDF]**, sur *boe.es*, 28 septembre 2026.
52. ↑ **(es)** « BOE.es - Documento BOE-A-2019-13825 [archive] », sur *boe.es* (consulté le 30 septembre 2019).
53. ↑ Croix d'Officier de l'Ordre de l'Aigle Aztèque - Laurent Nūnez.
54. ↑ « Le CIO décerne à Laurent Nuñez et à Nicolas Ferrand l'Ordre olympique pour leur engagement exceptionnel en faveur des Jeux Olympiques de Paris 2024 [archive] », sur *olympics.com*, Comité international olympique, 30 août 2024 (consulté le 8 septembre 2024).

Dans le *Journal officiel de la République française* (JORF) ou le *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* (BODMR), *Légifrance* :

a. ↑ [a] [b] et [c] Décret du 29 janvier 2025 portant promotion à titre exceptionnel dans l'ordre national de la Légion d'honneur [archive], JORF, n° 25, 30 janvier 2025, texte n° 4, NOR PRER2428468D.
b. ↑ Décret du 20 novembre 2007 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la Seine-Saint-Denis (1re catégorie) - M. Nunez (Laurent) [archive], JORF, n° n°270, 21 novembre 2007, texte n° 48, NOR IOCA0767673D.
c. ↑ Décret du 22 juin 2017 portant nomination d'un directeur à l'administration centrale du ministère de l'intérieur - M. Nunez (Laurent) [archive], JORF, n° 149, 27 juin 2017, texte n° 36, NOR INTA1717659D.
d. ↑ Décret du 22 avril 2011 portant promotion et nomination [archive], JORF, n° 97, 24 avril 2011, texte n° 5, NOR PREX1107108D.
e. ↑ Décret du 14 novembre 2006 portant promotion et nomination [archive], JORF, n° 264, 15 novembre 2006, texte n° 7, NOR PREX0609679D.
f. ↑ Arrêté du 7 octobre 2024 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure [archive], BODMR, n° 6, 9 décembre 2024, texte n° 17, INTK2404709A.
g. ↑ Arrêté du 20 septembre 2024 portant attribution de la médaille d'honneur de la police nationale [archive], BODMR, n° 6, 9 décembre 2024, texte n° 12, INTC2424979A.

Pour approfondir

Articles connexes

- Gouvernement Philippe II
- Gouvernement Lecornu II

Sur les autres projets Wikimedia :

Laurent Nuñez, sur Wikimedia Commons

Liens externes

- Ressources relatives à la vie publique : Haute Autorité pour la transparence de la vie publique · Vie publique
- Ressources relatives à l'audiovisuel : IMDb · The Movie Database
- Ressource relative à plusieurs domaines : Radio France
- Ressource relative au sport : Olympedia
- Notices d'autorité : VIAF · GND

v · m	**Préfets de police de Paris**	[afficher]
v · m	**Gouvernement Philippe II (21 juin 2017 – 6 juillet 2020) après le remaniement du 16 octobre 2018**	[afficher]
v · m	**Gouvernement Lecornu II (depuis le 10 octobre 2025)**	[afficher]
v · m	**Ministres français de l'Intérieur (depuis 1871)**	[afficher]
v · m	**Ministres de l'Intérieur des États membres de l'Union européenne au 20 novembre 2026**	[afficher]
v · m	**Ministres chargés de la Sécurité publique des pays du G7**	[afficher]

Portail de la police **Portail de la politique française** **Portail du Cher**

Catégories : Membre d'un gouvernement Philippe | Secrétaire d'État français | Préfet de police des Bouches-du-Rhône | Directeur général de la Sécurité intérieure | Sous-préfet | Étudiant de l'université de Tours | Élève de l'École nationale d'administration (France) | Administrateur civil français | Préfet de police de Paris | Personnalité liée aux Pyrénées-Atlantiques | Ministre français de l'Intérieur | Membre du gouvernement Lecornu II | Récipiendaire de l'Ordre olympique échelon argent | Chevalier des Palmes académiques | Officier de la Légion d'honneur promu en 2025 | Officier de l'ordre national du Mérite | Naissance en février 1964 | Naissance à Bourges [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 18 novembre 2026 à 02:01. La page a été rendue avec Parsoid.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.
Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Politique de confidentialité À propos de Wikipédia Avertissements Contact Contacts juridiques & sécurité Code de conduite

Développement Statistiques Déclaration sur les témoins (cookies) Version mobile